

Remise du Prix Danielle Mitterrand aux habitant·es de Prospérité en lutte

Quand la transition énergétique rejoue l'habiter colonial en Guyane

En Guyane "française", sur les terres ancestrales du peuple Kali'na située autour du village d'Atopo W+P+ ("Prospérité" en français), le fonds d'investissement Meridiam poursuit le déboisement d'une parcelle de **78 hectares de forêt coutumière pour y installer des panneaux solaires**, escorté d'unités de gendarmerie qui gazent et usent de grenades désencercantes pour repousser les habitant.es, et notamment les jeunes, qui refusent de voir leur territoire de vie dévasté.

L'implantation du projet de Centrale Électrique de l'Ouest Guyanais (CEOG) qui mêle du solaire photovoltaïque et une unité de stockage sous forme d'hydrogène, est en effet prévue à quelques kilomètres du village, sur une **zone forestière coutumière**, lieu de vie sociale et de spiritualité, où les habitant.es tirent leur subsistance grâce à la chasse et la pêche.

Sourde aux demandes de longue date des habitant.es de **déplacement de projet**, l'entreprise HDF Energy avance au mépris du droit au consentement préalable, libre et éclairé, protégé par le droit constitutionnel à l'information et à la participation du public, et la convention d'Aarhus¹. Les pratiques actuelles réveillent douloureusement l'histoire coloniale qu'a subie la Guyane depuis le 17^{ème} siècle. Hier, des spoliations de terres, des exterminations, des déportations et des projets industriels extractivistes. Aujourd'hui, le chef du village subit des pressions pour accepter le projet moyennant des compensations financières, les documents officiels ne sont pas traduits, et la répression judiciaire et policière se déchaîne dans un quasi-silence médiatique et politique.

Malgré la non-ratification par la France de la Convention 169 de l'organisation internationale du travail (OIT) relative aux peuples indigènes et tribaux de 1989, l'Etat s'est engagé à en respecter et en appliquer les principes dans le respect de notre Constitution. Pourtant, le peuple Kali'na du village Prospérité qui a vu ses terres volées par les colons européens il y a plusieurs siècles voit donc aujourd'hui un projet industriel -fût-il présenté comme vert- forcer son installation sur son territoire de vie, témoin de ce que Malcom Ferdinand nomme "**l'habiter colonial**".

L'habiter colonial est une manière violente d'habiter la terre propre à la modernité, prenant possession de l'espace en exterminant, expulsant celles et ceux déjà présents ou soumettant leurs pratiques de subsistance, imposant un rapport extractif au dépend des usages préexistants. Cette façon de s'accaparer l'espace qui refuse d'autres possibilités d'habiter la terre est une poursuite et une **recomposition de la domination coloniale historique**.

Le paradigme du « développement » a en effet structuré les plans de modernisation mis en place dès les années 1930-1940 dans l'espace colonial : un développement défini de manière unilatérale, comme développement économique, matériel et technologique, qui s'est imposé par la violence à l'ensemble du monde depuis le 18ème siècle. Si le projet CEOG vient sans doute répondre à de réels besoins en

¹ signée par la France, elle réaffirme la participation du public aux processus décisionnels ayant des incidences sur l'environnement

électrification dans l'ouest guyanais, **le choix de son emplacement² semble répondre à des considérations de rentabilité immédiate et de profits extractifs futurs.**

L'imposition d'un modèle prédateur, destructeur des modes de vies et imposé, qui ne laisse pas de place à des manières d'habiter le monde qui seraient pensés et inventés à partir des habitant.es et de leurs pratiques et modes de vie, est bien la poursuite d'un rapport colonial, fût-il désormais mené au nom d'un impératif de transition énergétique.

De fait, loin d'être un cas isolé, la situation vécue par le village d'Atopo Wepe, **résonne avec la réalité de nombreux territoires.** Au cœur de l'isthme de Tehuantepec au Mexique, les communautés autochtones s'opposent à l'implantation de nouveaux parcs éoliens sur leurs terres, qui menacent les sources d'eau de la région, au bénéfice de grandes entreprises européennes comme EDF. Au Honduras, les habitant.es de la municipalité de Namasigüe ont déjà fait les frais de cette transition énergétique vertueuse : leur lieu de vie s'est vu asséché depuis l'installation d'une entreprise d'énergie solaire photovoltaïque. Au Chili, la déforestation de la région de L'Araucania bat son plein pour permettre l'installation d'une centrale géothermique. En Turquie, l'installation de barrages hydroélectriques est utilisée comme une arme de guerre pour quadriller les territoires du Kurdistan en résistance. Sous couvert d'un impératif écologique, le système capitaliste néocolonial a trouvé un nouveau moyen de s'étendre. Parcs éoliens et panneaux photovoltaïques, centrales hydrogènes et géothermiques, présentés comme des projets vertueux, traînent ainsi dans leur sillage l'artificialisation destructrice des territoires et la violation de nombreux droits humains ! Face à **l'essor des énergies renouvelables**, questionner la perpétuation des **logiques de domination et la participation réelle des habitant.es** est essentielle, au même titre que le sont les réflexions sur **la sobriété et d'autres manières possibles d'habiter ces territoires.**

La subsistance comme voie de lutte

Car c'est toute une **dynamique d'autonomisation** du village Prospérité qui est mise à mal par l'accaparement et la destruction des terres par la CEOG. La détermination dont font preuve les habitant.es prend racine au cœur des **liens tissés à leurs terres.** Depuis 30 ans le village a organisé sa **subsistance autour de la forêt.** Pratiques de chasse et de pêche, accès à l'eau grâce à la crique Sainte-Anne, présence de sites sacrés, ces liens avec la forêt environnante font partie intégrante de la vie des habitant.es de Prospérité. En 2020, les délibérations collectives ont fait naître la volonté de s'engager vers plus d'autonomie du village. Un espace autogéré est créé pour se réapproprier les conditions matérielles de subsistance et transmettre les savoirs traditionnels kali'nas. Potager dans le village, poulailler, pépinière, atelier d'agro-transformation, mise en commun d'outils, ateliers de couture, etc. le chemin de cette autonomisation s'incarne dans de nombreuses activités. Comme les habitant.es l'expliquent « *à force de subir un monde capitaliste qui dévore notre monde, à force d'apprentissages, de longues discussions, de recherche de solutions, l'association du village a décidé de retrouver de l'autonomie, de l'indépendance aussi.* »

Si c'est par la destruction des moyens de subsistance du village qu'une prise extractiviste et coloniale perdure, c'est donc également la **voie de lutte qu'ont choisie les habitant.es** : leur résistance est une

² proche d'infrastructures routières déjà existantes, menant notamment aux carrières du projet minier Montagne d'or laissée pour l'heure en suspend

lutte pour défendre leur autodétermination, et faire valoir leur propre manière d'habiter le monde et la terre.

Pour une écologie décoloniale et pour une politique de l'auto-détermination

C'est pourquoi, par la remise du Prix Danielle Mitterrand aux habitant·es du village Prospérité, nous souhaitons, en **donnant la parole aux premier·es concerné·es**, mettre la lumière et ouvrir des discussions sur un certain nombre de ces enjeux, en tentant de trouver les **échos et les voix d'alliances possibles avec d'autres luttes qui leur font résonance**. Pour penser comment les enjeux d'une écologie décoloniale doivent continuer de nous déplacer. Pour nous mettre à l'écoute de la puissance des apports d'une **pensée et d'une pratique de la subsistance**. Pour réfléchir aux manières de faire grandir ces luttes pour et par l'auto-détermination, dans le sillage **d'innombrables combats historiques de peuples opprimés contre un modèle d'Etat-nation centralisateur, nationaliste et colonial**.

- **Quelle écologie ? Marginalisation et double fracture**

L'assourdissant silence médiatique et l'isolement politique de la lutte et du projet du village Prospérité, et ce malgré la violente répression des dernières semaines, rappellent la **marginalisation** de ces territoires dans l'imaginaire national français, l'ignorance de leurs sociétés au-delà des clichés exotiques ou catastrophistes, et l'invisibilisation de leurs longues histoires de luttes écologistes. Se confronter à cette marginalisation suppose de reconnaître que l'écologie politique « française », ses partis, ses institutions, ses penseurs et contributions théoriques se sont historiquement essentiellement développés dans un mélange d'ignorance, d'invisibilisation et parfois de condescendance à l'égard des Outre-mer, mais aussi des quartiers populaires. Atopo Wepe semble être victime de ce que Malcom Ferdinand appelle « le leg hétérotopique de la colonisation » c'est-à-dire : *« l'imaginaire collectif par lequel certains espaces sont pensés comme espaces autres, espaces aux marges, où il est admis d'y faire ce qu'il ne serait pas admis au centre³ »*

Pourtant, ce que vivent les habitant·es d'Atopo Wepe n'est pas un cas isolé. Trop souvent, les projets néfastes pour le vivant ont lieu dans des territoires marqués par des formes de domination. Il est ainsi primordial de s'attaquer à ce que ce philosophe nomme « **double fracture** », c'est à dire la **séparation artificielle entre l'histoire environnementale et l'histoire coloniale**. En effet, le consensus actuel du rapport d'exploitation entre l'Homme et la Terre n'est pas anhistorique, mais a été imposé par une minorité d'hommes européens au reste de l'humanité, au cours des cinq derniers siècles. Contrairement aux discours sur l'environnement ou le climat qui ont tendance à globaliser tout, les enjeux écologiques sont situés sur des territoires précis où vivent des populations différentes, avec des histoires propres de destruction coloniale et de résistance.

Encore trop peu de mouvements s'emparent réellement de ce double enjeu. D'ailleurs, la difficulté à penser ensemble ces deux luttes s'illustre dans le fait que les **mouvements antiracistes/anticoloniaux**

³ Malcom Ferdinand, Ecologie décoloniale, p.312

et les mouvements écologistes/environnementalistes ne se parlent encore peu, ou ne parlent si peu la même langue. Dans la lignée de ce que propose Malcom Ferdinand, nous souhaitons défendre une écologie qui « *articule la confrontation des enjeux écologiques contemporains avec l'émancipation de la fracture coloniale* » (p. 32). Remettre le Prix Danielle Mitterrand aux habitantes et habitants du village kali'na est une manière de rendre davantage visible la double lutte qui s'y joue.

- **Subsistance, terre et auto-détermination**

Une écologie qui assume **rompre avec un modèle extractiviste** en revalorisant la perspective de la subsistance. Loin de signifier manque et rareté, la subsistance peut constituer un **horizon d'émancipation puissant** dans un monde où le capitalisme parvient de plus en plus difficilement à répondre aux besoins fondamentaux des populations des pays où il est le mieux installé. Elle invite à nous réappropriier collectivement les conditions matérielles de nos existences, en pensant depuis des besoins limités, une capacité collective à y répondre, et l'interdépendance avec nos milieux de vie.

La question de la subsistance est inévitablement liée à celle de la terre : aucune emprise politique, étatique, économique ou coloniale ne s'exerce sans opérer d'abord une *prise de terre*. C'est notamment l'histoire du colonialisme des Etats modernes et de l'expansion territoriale du capitalisme à partir de 1492. C'est l'expropriation des communaux par la propriété foncière privée et étatique pour l'élevage ou les plantations, dans les territoires colonisés, puis sur le territoire national dans les campagnes françaises.

Le **recentrement actuel des mouvements écologistes métropolitaines sur la question du foncier ou des terres comme voie d'entrée des luttes** (Reprise de terres, Soulèvement de la terre, Terres de lutte...) pourrait trouver à s'articuler à la nécessité de construire une écologie décoloniale. UN exemple emblématique pourrait être via **l'exigence de restitution des terres des anciens territoires colonisés**, dans une perspective **d'autodétermination matérielle et politique**. Dans « *La décolonisation n'est pas une métaphore* », Eve Tuck et K Wayne Yang mettent en cause l'inoffensivité de l'injonction floue et consensuelle à « décoloniser nos imaginaires » et nous proposent une définition simple et concrète de la décolonisation : accompagner un travail politique d'actions concrètes **de restitutions aux autochtones de leurs vies et de leurs terres**⁴.

⁴ Or, l'Etat français s'est engagé à restituer 400 000 hectares de terres aux six nations autochtones présentes en Guyane. Tout l'enjeu est d'arriver à faire prévaloir une vision de « l'habiter », et même du « co-habiter » où la subsistance s'oppose à la logique gestionnaire et économique du foncier où les terres ne sont vues que comme un outil du capitalisme.